

ESPRIT

Revue internationale
212, rue Saint-Martin, 75003 Paris
Rédaction : 48 04 92 90
Administration, abonnements, société des lecteurs : 48 04 08 33

Cette revue, fondée en 1932 par Emmanuel Mounier,
a été dirigée par Albert Béguin (1950-1957),
Jean-Marie Domenach (1957-1976) et Paul Thibaud (1977-1988).

Directeur de la rédaction :
Olivier Mongin

Rédacteurs en chef :
**Pierre Bouretz, Eric Conan,
Joël Roman, Jean-Louis Schlegel**

Administration et abonnements :
Mireille de Sousa

Comité de rédaction :

Économie : Jean-Philippe Domecq, Bernard Perret.
Mœurs société : Alain Ehrenberg, Jean-François Laé, Patrick Mignon
Véronique Nahoum-Grappe, Georges Vigarello.
Enseignement : Guy Coq, Gil Delannoi, Daniel Lindenberg, Alain Pierrot.
Politique : Jacques Donzelot, Bernard Manin, Michel Marian,
Guillaume Malaurie, Marc Osouf, François Colcombet.
International : Gilles Bataillon, André Engrén, Thierry Fabre,
Marc Lazar, Joseph Maïla, Jean-Luc Pouthier, Olivier Roy.
Europe : Nicole Gnesotto, Pierre Hassner,
Aleksander Smolar, Paul Thibaud.
Sciences techniques : Jean-Michel Besnier, Dominique Bourg,
Jean-Pierre Dupuy, Jean-Luc Giribone, Pierre Lévy.
Religions : Alex Derezensky, Jean-Claude Eslin.
Edition : Dominique Bourel, Jean-Marc Ferry,
Philippe Raynaud, Jean-Loup Thébaud.
Textes images signes : Jacques Darras, Françoise Gaillard,
Claude Habib, Anne Laurent, Pierre Mayol,
Maurice Mourier, Thierry Paquot, Alfred Simon.

L'intifâda dans sa troisième année

Jean-François Legrain*

Plus de deux ans après son déclenchement, l'intifâda apparaît bien comme l'un des événements majeurs de l'histoire du peuple palestinien, manifestation soudaine d'un renouvellement profond de la société de l'intérieur (Cisjordanie-bande de Gaza), elle-même accoucheuse de nouveaux bouleversements plus ou moins inattendus. Le soulèvement palestinien constitue sans nul doute un mouvement de libération en marche, qu'il s'agisse selon les acteurs d'obtenir la création d'un État palestinien indépendant aux côtés d'Israël et sous l'égide de l'OLP pour les uns, ou de libérer la Palestine tout entière au nom de Dieu et de l'islam pour les autres. L'absence de gain humanitaire et politique pose cependant la question de la capacité des *leaders* à éviter l'effondrement complet d'une société saignée par la répression et consciente d'un désintérêt général à son égard.

L'intifâda comme rupture

Dans un premier temps, l'intifâda a seulement été perçue par ses acteurs, comme par Israël, l'OLP et la communauté internationale, comme la énième manifestation de colère et de désespoir d'une population écrasée par la répression, l'humiliation accumulée et l'absence de toute perspective positive d'avenir. L'année 1987 avait connu toute une succession de « soulèvements » sectoriels, limités tantôt aux camps de réfugiés, tantôt aux étudiants ou aux islamistes; à d'autres

* Chercheur au CEDEJ (Le Caire).

moments, et pour quelques jours, c'était la société tout entière qui s'embrasait, le rythme de succession de ces « soulèvements » s'accélérait avec les opérations menées par le Mouvement du Jihad islamique et les vagues de répression qui ont suivi à la fin de l'été. En cette première étape de l'*intifâda*, tandis qu'Israël se promet de mater rapidement le mouvement, les revendications palestiniennes relèvent avant tout du domaine de l'humanitaire, la revendication de création d'un État indépendant à travers la convocation d'une conférence internationale demeurant encore dans le long terme jusque-là habituel, sans être mise en relation directe avec les événements en cours : grâce à des heurts suffisamment violents et prolongés, il s'agit d'obtenir de l'occupant le respect de la 4^e convention de Genève et l'abrogation des règlements d'urgence britanniques de 1945, l'arrêt des déportations et la libération des prisonniers des dernières semaines, l'annulation des nouvelles taxes et la tenue d'élections municipales. C'est en tout cas l'esprit des 14 revendications mises en avant par les représentants des « institutions nationales », expression organisationnelle du *leadership* de l'intérieur apparu dans les années 1970 en articulation avec l'OLP¹.

Début 1988, il apparaît de plus en plus que le véritable *leadership* du soulèvement est distinct de ces élites désorientées qui reconnaissent leur surprise et leur incapacité à maîtriser un mouvement qui leur échappe. Relevant d'une base décidée à conduire le mouvement à son terme, la fin de l'occupation, un commandement clandestin se met en place courant janvier, à l'initiative de jeunes militants du FDLP de Nayef Hawatmeh et du Fath de Yasser Arafat, rejoint par la suite par les proches du FPLP de Georges Habache et du parti communiste. Malgré quelques errements dans le nom et, sans doute, dans le mode de fonctionnement, ce Commandement national unifié du soulèvement (CNU) s'impose très rapidement comme le *leader* de l'*intifâda* qu'il conduit par des communiqués périodiques numérotés faits de revendications politiques et d'un calendrier de mobilisation détaillé.

L'étude de ces communiqués confirme les fruits de l'observation de la mobilisation populaire et de l'analyse des cibles de la répression israélienne : leur niveau de langue laisse souvent penser que les auteurs n'ont pas de bagage académique hyperdéveloppé ; l'*intifâda* est l'affaire des jeunes, des moins de vingt ans la plupart du temps, dans l'affrontement au jour le jour avec l'occupant comme dans le *leadership*.

1. Les « 14 points palestiniens », conférence de presse tenue le 14 janvier 1988 à l'hôtel National de Jérusalem. Texte reproduit in Jean-François Legrain et Pierre Chenard, *Les Voix du soulèvement palestinien. Édition critique et traduction française des communiqués du Commandement national unifié et du Mouvement de la résistance islamique*, Dossier du CEDEL, Le Caire, à paraître fin 1990.

Nous nous trouvons ainsi en présence d'un troisième état du *leadership* palestinien sous occupation. Dans un premier temps, les *leaders* de la résistance à Israël ont été les notables ; membres pour la plupart des milieux économiques (propriétaires terriens, industriels) ou des professions libérales, ils constituaient l'élite traditionnelle de la Cisjordanie. Avec la marginalisation des soutiens de la couronne hachémite et la montée des partisans de l'OLP, le *leadership* s'était déplacé vers des couches plus jeunes (une petite quarantaine d'années), citadines et massivement regroupées dans la conurbation de Jérusalem, pour la plupart membres de professions « intellectuelles » (journalistes, enseignants d'université)².

Nous passons maintenant à une troisième forme de *leadership*, beaucoup plus jeune, comme nous venons de le souligner, mais également, comme tout conduit à le penser, beaucoup plus diversifiée géographiquement et socialement : pour la première fois à une telle échelle, la population des camps de réfugiés, des régions rurales, du nord de la Cisjordanie et la bande de Gaza paraissent jouir d'une participation au *leadership* correspondant à leur haut niveau d'implication dans le combat quotidien et à leur poids démographique.

C'est là que se situe le cœur du renouvellement manifesté par la rupture avec l'occupation normalisée : la frustration d'une génération et de catégories de la population jusque-là tenues *de facto* à l'écart des élites politiques et économiques, qui s'exprime par un défi lancé aux instances de l'OLP de jouer leur rôle de porte-parole extérieur d'un peuple qui se prend en main face à l'occupation. Du même coup, une bonne partie des élites qui, à l'intérieur, avaient acquis leur légitimité politique de leur articulation sur l'extérieur se trouvent déstabilisées : elles sont désormais soumises à la critique et à la décision politique prononcée en dernier ressort par le CNU. L'un des exemples les plus significatifs de cette nouvelle réalité aura été le *boycott* de George Shultz imposé par le CNU alors même que Hanna Siniora, l'un des témoins les plus caractéristiques de l'ordre ancien³, s'apprêtait, avec l'acquiescement de l'extérieur, à rencontrer le secrétaire d'État américain.

L'autre grande caractéristique du soulèvement est constituée du renversement de l'ordre des relations entre l'intérieur et l'extérieur, rupture manifeste avec la période d'occupation normalisée que les territoires connaissaient depuis plus de vingt années. Tout en se

2. Voir Jean-François Legrain, « Le *Leadership* palestinien de l'intérieur », document Husayni, 616 1988, à paraître in *Égypte-Monde Arabe* (Le Caire), n° 2, 2^e trimestre 1990 (68 p.).

3. Rédacteur en chef du quotidien *al-Fajr*, il avait été officiellement désigné en 1986 par l'OLP pour représenter les Palestiniens dans le cadre d'une délégation jordano-palestinienne à une conférence de paix, en compagnie du bâtonnier de la bande de Gaza, Faïz Abû Rahmeh.

réclamant de l'OLP dans le refus de toute politique qui viendrait à entériner la coupure entre les deux parts du peuple palestinien, le CNU incarne, en effet, la volonté de l'intérieur d'assumer la responsabilité de sa propre libération : les instances de l'extérieur, sur lesquelles l'intérieur s'était jusque-là entièrement déchargé de la lutte militaire et politique, perdent leur monopole et ne constituent dorénavant que l'une des parties soumises à encouragements et à critiques. Il revient à l'extérieur, dans l'état actuel du soulèvement, de faire jouer ses réseaux politiques et médiatiques sur la scène internationale pour obtenir des résultats politiques à la lutte commencée de l'intérieur.

Ce renversement des relations intérieur/extérieur n'avait jusqu'à présent jamais atteint une telle limite et obtenu un tel succès : durant les vingt dernières années, l'OLP avait toujours exigé de l'intérieur un soutien inconditionnel et quasi passif à ses politiques : bien que toutes les structures mises en place en Cisjordanie et dans la bande de Gaza fissent de l'allégeance à l'OLP leur raison d'être, elles furent perçues par l'extérieur comme une menace potentielle de l'unité de représentation politique palestinienne et victimes d'une politique de marginalisation⁴. L'initiative demeura, ainsi, un monopole de l'extérieur jusqu'au déclenchement de l'intifâda.

Bipolarisation de la scène politique

Fortes de leur jeunesse et tout occupées à gérer le quotidien du soulèvement à travers les multiples comités populaires qui, au début tout au moins, transgressent les frontières traditionnelles des quatre grandes formations de l'OLP, les instances de direction de l'intifâda incarnent la volonté unitaire des Palestiniens des territoires occupés décidés, à l'intérieur du consensus national habituel, à oublier les querelles partisans et personnelles. Seules les formations qui avaient reçu leurs lettres de noblesse de leur participation à la lutte armée et politique (et qui n'avaient pas « trahi » par une alliance avec la Syrie) jouissaient de la légitimité consensuelle. Avec la perpétuation du soulèvement, la participation des islamistes, jusque-là privés de reconnaissance légitimante, remet fondamentalement en question ce consensus de l'ordre ancien et pose la question de leur intégration à la scène politique.

Apparus à la fin des années 1970, les Frères musulmans s'étaient surtout fait connaître par leurs entreprises de réislamisation autoritaire

de la société à partir de leurs bastions universitaires et de leur réseau associatif caritatif et social. Malgré un discours radical sur l'illégitimité d'Israël et l'islamité permanente de la Palestine, la lutte contre l'occupant avait été remise à plus tard, les seules incursions sur la scène politique se limitant à des bastonnades périodiques de communistes. Les islamistes avaient ainsi été tenus à l'écart du consensus basé sur la participation à la résistance anti-israélienne. A partir de 1980, de l'intérieur même de l'association des Frères musulmans, quelques individus avaient critiqué cet ordre des priorités ; faisant de la lutte contre l'occupant un devoir religieux individuel et immédiat, ils font scission en 1985 et, profitant de l'aide de prisonniers libérés lors du vaste échange opéré en mai 1985 entre Israël et le FPLP-CC d'Ahmad Jibril, montent avec le Fath des opérations de guérilla anti-israéliennes.

Au début du soulèvement, la participation des islamistes, partisans du Jihad comme Frères musulmans, ne fait aucun doute, l'association des Frères musulmans en tant que cadre organisationnel maintenant seule son retrait traditionnel de l'engagement anti-israélien. Alors qu'un mystérieux Mouvement de la résistance islamique (MRI) fait son apparition dès la première semaine de l'intifâda, sans doute constitué de proches du Jihad et de jeunes militants des Frères participant à titre individuel au soulèvement, il faut attendre février pour que le MRI devienne *Hamâs* (qui signifie « enthousiasme »), « bras puissant de l'association des Frères musulmans ». A partir de là, la rupture entre une base active immergée dans les événements en cours et un *leadership* englué dans son quiétisme du passé disparaît et le nouveau mouvement entend bien obtenir la reconnaissance de sa légitimité et de sa place au sein de la scène politique qui, jusque-là, faisait défaut aux Frères musulmans. Le processus est engagé durant l'été 1988 : à deux reprises, *Hamâs* publie quelques jours avant le communiqué du CNU un calendrier de mobilisation à l'évidence conçu en conformité avec le consensus national habituel ; devant ce défi lancé à sa primauté dans la mobilisation populaire, le CNU rompt avec ses habitudes de calendrier, pensant enfermer les islamistes dans l'alternative soit de revenir sur leur communiqué et de perdre la face, soit de maintenir ses mots d'ordre ; des heurts ont lieu sur le terrain entre partisans des uns et des autres mais le rapport de force nouvellement établi et la nécessité d'opposer à Israël le front le plus uni possible sont tels que l'OLP se trouve contrainte d'ouvrir la négociation : un accord est atteint à la fin septembre 1988 au terme duquel les islamistes obtiennent la reconnaissance « officielle » de leur participation active au soulèvement et de leur droit à mobiliser la population sans être intégrés au CNU et à tenir une place sur la scène politique palestinienne. Le CNU, en retour, retrouve sa primauté dans l'établissement du calendrier de mobilisation mais laisse une place

4. Voir Jean-François Legrain, « Le pouvoir en Cisjordanie : un combat à quatre », *Bulletin du CEDEJ*, Le Caire, n° 23, 1^{er} semestre 1988, p. 149-182 et Émile Sahliyah, *In Search of Leadership. West bank Politics since 1967*, The Brookings Institution, Washington 1988.

d'une dizaine de jours libre de toute grève générale permettant ainsi à *Hamâs*, qui observe les mots d'ordre du CNU, de convoquer sa propre grève à laquelle se soumettent les partisans de l'OLP⁵.

C'est là que se situe l'une des grandes nouveautés engendrées par les soulèvements : la bipolarisation de la scène politique dorénavant reconnue par tous comme une réalité incontournable. Cette entrée en force des islamistes sur la scène politique tient à plusieurs facteurs et n'est en réalité que l'officialisation de réalités déjà anciennes mais jusqu'alors limitées politiquement au monde universitaire et ailleurs privées de légitimité. Dès la fin des années 1970, en effet, les islamistes obtenaient entre 25 et 35 % des voix lors des élections étudiantes en Cisjordanie et plus de 60 % à l'université islamique de Gaza. Seul leur retrait de la lutte anti-israélienne les empêchait de traduire leur force au sein de la société globale. La reconnaissance de leur puissance et leur nouvelle capacité d'attraction tient à leur implication générale dans le soulèvement mais aussi, sans doute, au nouveau rôle tenu par la population de la bande de Gaza et du nord de la Cisjordanie, âme de l'*intifâda* et fiefs traditionnels des islamistes. La légitimité née de la participation à la lutte anti-israélienne acquise, plus rien ne s'oppose désormais au développement des islamistes qui reçoivent le renfort grandissant des déçus de la ligne politique adoptée par l'OLP et jusque-là demeurée sans gains concrets.

La durée du soulèvement, arme efficace dans un premier temps face à Israël impatient de mater l'insurrection, devient à la longue une redoutable mise à l'épreuve de la capacité de la population de l'intérieur à supporter la répression et de la capacité des *leaders*, nouveaux comme anciens, à maintenir l'unité et à imposer leur contrôle face à la multiplication de groupuscules en quête d'auto-affirmation. La population, de façon générale, considère que le soulèvement lui a coûté un tel prix que seule la fin de l'occupation annoncera la fin de son combat. L'unité demeure bien que son dynamisme des premiers mois de l'*intifâda* se soit essoufflé : aux dires de beaucoup, les frontières organisationnelles sont réapparues au sein des comités populaires et quelques heurts ponctuels mais violents ont même été signalés entre partisans de telle ou telle faction. Saignés par une répression israélienne qui n'a pas forcément trouvé une efficacité supérieure à celle des débuts du soulèvement, les *leaders* se trouvent confrontés depuis plusieurs mois à un défi lancé à leur contrôle dont la lutte contre les « collabora-

5. Voir Jean-François Legrain, « Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement », *Mughreb-Machrek*, Paris, n° 121, juillet 1988, p. 5-42 et « Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien, 1987-1988 », in Gilles Kepel et Yann Richard, *Intellectuels et militants dans le monde musulman contemporain*, Le Seuil, Paris, à paraître automne 1990.

teurs », engagée depuis plus d'un an maintenant⁶, constitue le champ : après avoir encouragé l'épuration de la société palestinienne, le CNU, l'OLP et les *leaders* reconnus se sont trouvés contraints d'appeler à surseoir toute exécution devant une situation devenue incontrôlable. Profitant de la compréhension d'une population depuis longtemps terrorisée par les indicateurs, de petits groupes continuent cependant à imposer leur loi, à Naplouse et à Rafah (Gaza) principalement, défilant masqués et armés dans les rues avant de présider à une justice expéditive. Ces groupuscules échappent dorénavant au contrôle des états-majors des organisations auxquelles ils étaient censés être affiliés et mettent en lumière le défi lancé aux *leaders* palestiniens par une prolongation des épreuves liées au soulèvement sans gain politique et humanitaire concret. Les islamistes sont les premiers bénéficiaires de la situation mais rien ne dit que les déçus de la ligne politique de l'OLP se retrouvent tous dans une force organisée. Ce serait alors tout l'édifice politique des vingt dernières années qui s'effondrerait.

Jean-François Legrain

6. Selon l'armée israélienne, 136 « collaborateurs » ont été tués la seconde année du soulèvement.